

Distr. RESTRICTED
CRS/2019/CRP.4

ORIGINAL: FRENCH

THIRD INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

Caribbean regional seminar on the implementation of the Third International Decade for the Eradication of Colonialism: accelerating decolonization through renewed commitment and pragmatic measures

**Saint George's, Grenada
2 to 4 May 2019**

STATEMENT BY

MANUEL TERAI

(FRENCH POLYNESIA)

Exposé du représentant de la Polynésie française

Séminaire régional pour le Pacifique sur la mise en œuvre de la troisième Décennie de l'élimination du colonialisme

“Accélérer la décolonisation grâce à un engagement renouvelé et à l'adoption de mesures pragmatiques”

Saint Georges - Grenade
2 au 4 mai 2019

Madame la Présidente du Comité spécial de décolonisation,

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats membres des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

- Je souhaite en premier lieu remercier chaleureusement le gouvernement et le peuple de la Grenade pour l'accueil et l'hospitalité qui nous a été témoigné depuis notre arrivée.
- Madame la Présidente, je souhaite également féliciter votre élection en tant que Présidente du C24 et je sais que vous mènerez les travaux du comité avec dynamisme et ouverture d'esprit.

1. Réflexions sur les travaux du C24

- Le thème du séminaire et l'une de vos priorités pour cette année est le pragmatisme. Je vais donc partager avec vous quelques réflexions puis essayer de dresser un portrait pragmatique de la situation actuelle de mon pays.

- Je partage avec vous le besoin de pragmatisme au sein du comité afin qu'il puisse atteindre son objectif premier : assister les peuples à atteindre leur autodétermination.

- Il est toutefois important de se poser la question et de savoir si parmi les 17 pays listés « **territoires non autonomes** », tous sont des cas d'accession à la souveraineté ? S'il s'agit bien de l'aspiration des peuples autochtones à l'autodétermination ?

- Par respect du choix des peuples, pourquoi ne pas amorcer la réflexion sur la désinscription des territoires lors des travaux du comité à venir.

- Il est important de s'interroger sur le maintien de certains Territoires dont la Polynésie française sur la liste des pays non-autonomes alors que les autorités politiques démocratiquement élus par le peuple ont clairement demandé le retrait de notre pays de la liste par le biais d'une résolution en mai 2013.

- En ce qui concerne mon Pays, notre Président est intervenu pour la première fois à la Quatrième Commission des Nations Unies le 4 octobre 2016 et depuis cette date, la Polynésie française n'appliquera plus la « politique de la chaise vide » et sera présente pour donner le point de vue de la majorité des polynésiens.

- A sept reprises, le Président, ses représentants et des élus polynésiens avons présenté l'Autonomie de notre territoire au sein de la République française, le cadre démocratique et des libertés dans lequel nous vivons, et la progression de notre situation économique et sociale.

- Dans la mesure où la situation de chaque territoire a sa particularité, la Polynésie française sera présente aux travaux du C24 et de la 4^{ème} Commission pour informer de manière objective leurs membres sur la réalité de la situation.

- Aussi, compte tenu de notre large autonomie, notre Président a déjà exprimé son étonnement sur le maintien de notre Pays sur la liste des territoires non autonomes, et en octobre dernier il a invité les membres de l'ONU à visiter nos îles afin que vous puissiez vous rendre compte par vous-mêmes de la réalité économique, sociale et politique et de la qualité du partenariat que nous entretenons avec l'Etat français.

- A cet égard, je me permets de citer le point 3 de la résolution A/RES/73/12 du 12 décembre 2018 sur la « Question de la Polynésie française » où l'Assemblée Générale de l'ONU rappelle qu'un représentant du gouvernement du territoire a demandé, au séminaire régional pour les Caraïbes de 2017, que la Polynésie française soit retirée de la liste des territoires non autonomes, et que l'Assemblée Générale prend note de la résolution no. 2013-3 adoptée par l'Assemblée de la Polynésie française le 30 mai 2013, par laquelle cette dernière a abrogé sa résolution de 2011 appelant à la réinscription de la Polynésie française sur la liste.

[5. Notes the request by a representative of the Government of the Territory at the 2017 Caribbean regional seminar to remove French Polynesia from the list of Non-Self-Governing Territories, and takes note of resolution No.2013-3 adopted by the Assembly of French Polynesia on 30 May 2013 which repealed the resolution of the Assembly in 2011 requesting for the inscription of French Polynesia on that list.]

2. Le choix de la Polynésie française

- Sur le plan politique, comme vous le savez, le clivage politique dans mon pays se fait, depuis les 40 dernières années, entre les Autonomistes, favorables au statut de large autonomie au sein de la République française, et les Indépendantistes.

- Depuis les 40 dernières années, les partis autonomistes qui sont en faveur d'un partenariat fort avec l'Etat français ont remportés toutes les élections à l'exception de celle de 2004. Le résultat de ces dernières s'explique par le rejet d'un homme et de son système. A nouveau en

2013 et en mai 2018, les autonomistes ont remporté les élections à une très large majorité.

- Cela donne une bonne indication sur l'état de l'opinion de nos populations et notre peuple à l'égard des lignes autonomistes et indépendantistes.

- Affirmation : en 2018, nous avons accueilli une mission d'observation du Forum des Iles du Pacifique qui a témoigné de la transparence et de la rigueur dans le processus électoral et démocratique.

- En mai 2013, alors qu'il était au pouvoir, le parti indépendantiste a obtenu 29,3% du scrutin. En mai 2018, il a obtenu 23,1%. Une baisse de 6 points depuis la réinscription de la Polynésie française sur la liste du C24. Comparativement les partis autonomistes ont obtenu : **76.9% des suffrages exprimés**.

- La création de l'emploi et l'amélioration du bien-être social pour tous est la priorité des populations de mon pays.

- Notre gouvernement s'y attèle quotidiennement en travaillant sur la modernisation du Pays, en recentrant l'économie sur ses moteurs de croissance endogène pour nous rendre davantage autonomes et en construisant des partenariats robustes.

- Ainsi, notre Statut d'Autonomie est en cours de révision à notre demande afin de renforcer notre partenariat avec l'Etat français.

- La modification statutaire en cours est d'inscrire « la reconnaissance », par l'État français, du rôle joué par la Polynésie française dans « sa mise à contribution » du développement de la politique française de dissuasion nucléaire.

- Cette récente reconnaissance, apportée par la révision de notre Statut d'Autonomie, est légitime et salutaire.

- La dette nucléaire sera donc inscrite dans notre Statut d'Autonomie, elle est nommée « Dotation Globale d'Autonomie » (DGA), d'un montant de 90 millions d'euros annuel. Elle est destinée à la reconversion économique de la Polynésie française suite à la fin des essais nucléaires réalisés entre 1966 et 1996.
- Par ailleurs, dans le cadre de notre autonomie, la Polynésie française est engagée dans un partenariat avec l'Union européenne dont le cadre est défini par une décision d'association Outre-mer (DAO) entre les 25 pays et territoires d'Outre-mer et les 28 Etats membres de l'Union européenne. Ce partenariat, en cours de révision, permet de soutenir les politiques publiques et priorités de la Polynésie française et est aussi un outil au service de l'intégration régionale de notre Territoire. Dans le cadre de ce partenariat, nous travaillons particulièrement sur le tourisme, l'assainissement des eaux, l'environnement et la gestion des ressources naturelles.
- Aussi, nous avons signé en juillet 2018 un Plan conjoint de coopération avec la Nouvelle Zélande pour développer des partenariats dans les secteurs de l'économie bleue, la recherche et l'innovation, l'environnement, la santé et l'éducation.
- Avec nos cousins polynésiens du « *Polynesian Leaders Group* », (8 états et territoires), le projet de câble sous-marin de télécommunication « Manatua Cable » s'est concrétisé avec la Nouvelle Zélande, les îles Cook, Samoa et Niue en novembre 2018.
- Enfin j'attire votre attention à nouveau, que la Polynésie française est membre de plein droit du Forum des Iles du Pacifique et que nous jouissons pleinement d'une collaboration étroite avec nos frères du Pacifique.
 - A ce titre, nous serons tous à Suva, le 15 mai prochain pour le « Dialogue de Haut-Niveau entre les pays membres du Forum des Iles du Pacifique et le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Antonio Guterres. »

3. Situation économique et sociale

- Permettez-moi de vous rappeler la situation économique de notre pays.
- La Polynésie française bénéficie actuellement de la note « A3 avec perspective positive » de l'agence de notation Moody's grâce à l'engagement du gouvernement en faveur de l'assainissement budgétaire, à sa trajectoire de désendettement et à sa gestion prudente de la dette. Cette note constitue la plus haute note jamais attribuée à notre pays et est équivalente à A- chez les deux autres leaders de notation.
- En 2018, deux nouvelles lignes aériennes desservent la Polynésie française depuis San Francisco et Paris. Il s'agit de United Airlines et de la compagnie French Bee.
- Nous constatons ainsi une importante progression de la fréquentation touristique et une progression notable d'escales de paquebots qui génèrent de l'emploi sur le plan local.

CONCLUSION.

- Madame la Présidente, comme vous l'avez compris la préoccupation principale de mes compatriotes est le développement économique et leur bien-être matériel.
- Imaginez que la **décolonisation** soit une préoccupation fondamentale de notre quotidien, ne correspond pas à la réalité de la vie pour l'immense majorité des Polynésiens. Ils ne considèrent pas que la Polynésie française soit un territoire à **décoloniser**. C'est la réalité qui se manifeste **librement** et **démocratiquement** à chaque élection générale ou territoriale.
- Pour conclure, au-delà des aspects économiques, sociaux, financiers et institutionnels, nous ne sommes **pas opprimés** dans notre **identité**

et culture. Le Polynésien est libre de s'exprimer. Nous sommes libres de nous exprimer dans notre langue. Nous sommes libres de vivre nos valeurs et enfin nous sommes libres d'être nous-même.

Je vous remercie pour votre attention.

Presentation by the representative of French Polynesia

Caribbean Regional Seminar on the implementation of the Third
International Decade for the Eradication of Colonialism

“Accelerating decolonization through renewed commitment and
pragmatic measures”

Saint Georges - Grenada
2 to 4 May 2019

Honourable Chair of the Special Committee on Decolonization,

Distinguished representatives of the United Nations Organisation
Member States,

Ladies and gentlemen,

- First of all, please allow me to warmly thank the Government and
the people of Grenada for their welcome and hospitality since we
arrived.

- Madam Chair, I would like to congratulate you on your election as
C24 Chairperson, and I am certain that you will provide the
Committee with momentum and open-mindedness.

1. Thoughts about C24's work

- The theme of the seminar and one of your priorities for this year is
pragmatism. I will therefore share with you some thoughts and then
try to describe in a pragmatic way the current situation of my
country.

- I agree with you on the need for pragmatism among the Committee so that it can reach its principal objective: assisting peoples in achieving self-determination.
- Nevertheless it is important to ask oneself the question in order to know if, among the 17 "**non-self-governing territories**" listed, all may be considered as cases of accession to sovereignty? If this is the actual aspiration of indigenous peoples to self-determination?
- Out of respect for the choice of peoples, why not start considering the delisting of territories in the Committee's upcoming work sessions?
- It is important to ask ourselves if some territories, including French Polynesia, should still be kept on the list of "non-self-governing territories" while democratic political authorities that were elected by the people clearly requested the removal of our country from the list in a resolution in May 2013?
- As far as my country is concerned, my President intervened for the first time at the UN Fourth Commission on 04 October 2016 and, from that date on, French Polynesia shall no longer adopt the policy of the empty chair and will be present to give the point of view of the majority of French Polynesians.
- On seven occasions, the President, his representatives and French Polynesian elected officials, presented the autonomy status of our territory within the French Republic, the framework of democracy and liberties in which we live, and the progress of our economic and social situation.
- As the situation of each territory is specific, French Polynesia will attend the work sessions of C24 and of the Fourth Commission in order to inform in an objective manner their members about the reality of the situation.

- Therefore, given our extended autonomy status, our President has already expressed his astonishment at the fact that our country was maintained on the list of non-self-governing territories and, in last October, he invited UN members to visit our islands, so that you can witness by yourselves the economic, social and political reality and the quality of the partnership we have with the French state.

- In that sense, please allow me to quote point n°3 of resolution A/RES/73/12 of 12 December 2018 on the “Question of French Polynesia” in which the UN General Assembly recalls that a representative of the government of the territory requested, at the 2017 Caribbean regional seminar, that French Polynesia be removed from the list, and that the General Assembly takes note of resolution No.2013-3 adopted by the Assembly of French Polynesia on 30 May 2013, whereby the latter repealed its resolution of 2011 requesting for the re-inscription of French Polynesia on that list.

[5. Notes the request by a representative of the Government of the Territory at the 2017 Caribbean regional seminar to remove French Polynesia from the list of Non-Self-Governing Territories, and takes note of resolution No.2013-3 adopted by the Assembly of French Polynesia on 30 May 2013 which repealed the resolution of the Assembly in 2011 requesting for the inscription of French Polynesia on that list.]

2. French Polynesia's choice

- On a political level, as you may know, the political divide in my country, for 40 years, has been between Autonomists, who support an extended autonomy status within the French Republic, and Independentists.

- Over the past 40 years, pro-autonomy parties, that support a strong partnership with the French state, won all the elections, except the one of 2004. This may be explained by the rejection of one man and his system. Again in 2013 and May 2018, the Autonomists won the elections with a sweeping majority.

- This gives a good indication of the state of the opinion of our populations and our people regarding the pro-autonomy and the pro-independence political lines.
- Affirmation: in 2018, we welcomed a mission of observers from the Pacific Islands Forum that reported about the transparency and rigour of the electoral and democratic process.
- In May 2013, while it was in power, the pro-independence party won 29.3% of the votes. In May 2018, it won 23.1%. This is a 6-point decrease since the re-inscription of French Polynesia on the C24's list. Comparatively, pro-autonomy parties won **76.9% of the votes cast**.
- Job creation and the improvement of social well-being for all is what actually matters to the people of my country.
- This is the daily task of our government: working toward the modernisation of the country, by refocusing the economy on its endogenous growth drivers in order to make us more autonomous and by building robust partnerships.
- By way of example, our Autonomy Statute is currently being revised at our request in order to strengthen our partnership with the French state.
- The current statutory modification consists in writing in the statute the “recognition” by the French state of the role played by French Polynesia in its contribution to the development of its nuclear deterrence policy.
- This recent recognition, brought about by the revision of our Autonomy Statute, is legitimate and salutary.
- The nuclear debt will therefore be inscribed in our Autonomy Statute. It is called “Comprehensive Autonomy Grant” (CAG) and amounts to 90 million Euros per year. It is targeted at the economic

conversion of French Polynesia following the end of the nuclear tests carried out between 1966 and 1996.

- Furthermore, within the framework of our autonomy status, French Polynesia is involved in a partnership with the European Union, the framework of which is defined by an Overseas Association Decision (OAD) between the 25 overseas countries and territories and the 28 member states of the European Union. This partnership, currently under revision, enables to support the public policies and priorities of French Polynesia and is also a tool towards the regional integration of our territory. In the framework of this partnership, we focus on tourism, water sanitation, the environment and the management of natural resources.
- Also, in 2018 we signed a joint cooperation plan with New Zealand in order to develop partnerships in the sectors of the blue economy, research and innovation, the environment, health and education.
- Along with our Polynesian cousins of the "*Polynesian Leaders Group*" (comprising 8 states and territories), the submarine telecommunication cable project called "Manatua" came to reality with New Zealand, the Cook Islands, Samoa and Niue in November 2018.
- Lastly, I would like to draw your attention on the fact that French Polynesia is a full member of the Pacific Islands Forum and that we enjoy close collaboration with our Pacific brothers.

-In this respect, we will all meet in Suva, on 15 May for the High-Level Dialogue between Pacific Islands Forum Member Countries and the UN Secretary-General, Mr. Antonio Guterres.

3. Economic and social situation

- Please allow me to recall the economic and social situation of my country.

- Moody's rating for French Polynesia is currently "A3 with a positive outlook" thanks to the commitment of the government in favour of fiscal consolidation, its debt relief trajectory and its prudent management of the debt. This is the highest rating ever awarded to our country and is equivalent to A- for the 2 other leading rating agencies.
- In 2018, two new airlines started operating air services to French Polynesia from San Francisco and Paris. These are United Airlines and French Bee.
- We are also witnessing a significant rise in the number of tourists and of cruise ship stops, which generates jobs locally.

CONCLUSION

- Madam Chair, as you will have understood, the main concern of my fellow citizens is about economic development and material well-being.
- Thinking that **decolonisation** might be a fundamental concern in our daily lives does not reflect the reality for a vast majority of French Polynesians. They do not think that French Polynesia is a territory that needs to be **decolonised**. This is the reality that manifests itself **freely** and **democratically**, at every territorial general election.
- As a conclusion, beyond economic, social, financial and institutional aspects, we are **not oppressed** in our **identity** and **culture**. **French Polynesians are free to express themselves**. We are free to express ourselves in our **language**. We are free to live our **values**, and, last but not least, we are free to be **ourselves**.

I thank you for your attention.